COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 16 janvier 2004
(convocation du 5 janvier 2004)**

Aujourd'hui Vendredi Seize Janvier Deux Mil Quatre à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Alain JUPPE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. JUPPE Alain, M. BOBET Patrick, M. BRANA Pierre, M. BRON Jean-Charles, M. BROQUA Michel, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Alain, M. CAZABONNE Didier, M. DAVID Alain, M. DUCHENE Michel, Mme EYSSAUTIER Odette, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. GUICHARD Max, M. HOUDEBERT Henri, M. LABISTE Bernard, M. MERCIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. PUJOL Patrick, M. SEUROT Bernard, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, M. VALADE Jacques, M. ANZIANI Alain, M. BANAYAN Alexis, M. BANNEL Jean-Didier, M. BELIN Bernard, M. BELLOC Alain, Mme BRUNET Françoise, M. CANOVAS Bruno, Mme CARLE DE LA FAILLE Marie Claude, M. CARTI Michel, Mme CASTANET Anne, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHAUSSET Gérard, M. CHAZEAU Jean, Mme COLLET-LEJUIF Sylvie, Mme CONTE Marie-Josée, M. CORDOBA Aimé, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, Mme CURVALE Laure, Mme DARCHE Michelle, M. DAVID Jean-Louis, Mme DE FRANCOIS Béatrice, Mme DESSERTINE Laurence, M. DOUGADOS Daniel, Mme DUBOURG-LAVROFF Sonia, M. DUCASSOU Dominique, Mme DUMONT Dominique, M. DUTIL Silvère, Mme FAORO Michèle, M. FAYET Guy, M. FEUGAS Jean-Claude, M. FLORIAN Nicolas, M. GRANET Michel, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. HURMIC Pierre, Mme ISTE Michèle, M. JAULT Daniel, M. JOUVE Serge, M. JUNCA Bernard, Mme KEISER Anne-Marie, M. LABARDIN Michel, Mme LIMOZIN Michèle, M. MANGON Jacques, M. MANSENCAL Alain, M. MAURIN Vincent, M. MERCHERZ Jean, M. MOULINIER Maxime, M. NEUVILLE Michel, Mme NOEL Marie-Claude, Mme PALVADEAU Chrystèle, Mme PARCELIER Muriel, M. POIGNONEC Michel, M. PONS Henri, Mme PUJO Colette, M. QUANCARD Joël, M. QUERON Robert, M. REBIERE André, M. RESPAUD Jacques, M. SARRAT Didier, M. SEGUREL Jean-Pierre, M. SIMON Patrick, M. TAVART Jean-Michel, Mme TOUTON Elisabeth, Mme VIGNE Elisabeth, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. CANIVENC René à M. LABARDIN Michel
M. FELTESSE Vincent à M. SEGUREL Jean-Pierre
M. FREYGEFOND Ludovic à M. LABISTE Bernard
M. GELLE Thierry à M. FLORIAN Nicolas
M. LAMAISON Serge à M. BRANA Pierre
M. MARTIN Hugues à M. PONS Henri
M. ROUSSET Alain à Mme. CARTRON Françoise
M. SAINTE-MARIE Michel à M. TAVART Jean-Michel
M. BAUDRY Claude à M. ANZIANI Alain
M. BENOIT Jean-Jacques à M. JOUVE Serge
M. BOCCHIO Claude à Mme. BRUNET Françoise
M. BREILLAT Jacques à M. CAZABONNE Alain
M. CASTEL Lucien à Mme. CARLE DE LA FAILLE Marie Claude
M. CASTEX Régis à M. REBIERE André
Mlle. CHARBIT Myriam à Mlle. COUTANCEAU Emilie

M. DANE Michel à Mme. NOEL Marie-Claude
M. DELAUX Stéphan à M. DAVID Jean-Louis
M. FERILLOT Michel à M. BELIN Bernard
M. GOURGUES Jean-Pierre à M. MERCIER Michel
M. HERITIE Michel à M. HOUDEBERT Henri
Mme. JORDA-DEDIEU Carole à Mme. FAYET Véronique
Mme. LACUEY Conchita à M. COUTURIER Jean-Louis
M. LOTHAIRE Pierre à M. MANSENCAL Alain
M. MAMERE Noël à M. HURMIC Pierre
M. MILLET Thierry à M. MERCHERZ Jean
M. MONCASSIN Alain à Mme. FAORO Michèle
Mme. MOULIN-BOUDARD Martine à M. BRON Jean-Charles
M. REDON Michel à M. JAULT Daniel
M. SAVARY Gilles à M. RESPAUD Jacques

M. BANAYAN Alexis à M. BANNEL Jean-Didier (jusqu'à 10 H 45)
M. CAZENAVE Charles à M. CANOVAS Bruno (jusqu'à 10 H 45)
Mme DESSERTINE Laurence à M. CAZABONNE Didier (jusqu'à 10 H 45)
M. GUICHOUX Jacques à M. DOUGADOS Daniel (jusqu'à 10 H 50)
M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. MOULINIER Maxime (jusqu'à 11 H 15)

LA SEANCE EST OUVERTE

Marchés publics - Valorisation des vitrifiats produits par l'unité de vitrification des cendres par torche à plasma de Cenon - Fabrication de pavés constitués de vitrifiats - Appel d'offres - Autorisation

Monsieur CAZABONNE présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Le Conseil de Communauté, lors de sa séance du 13 juillet 2000, a donné un avis favorable pour une mise en exploitation industrielle de l'unité de vitrification, à la suite de l'expérimentation concluante du procédé de vitrification des cendres d'incinération d'ordures ménagères de Cenon.

Un programme d'études et d'essais complémentaires à cette expérimentation, dénommé VIVALDI, a été réalisé et suivi par le Comité Scientifique du même nom qui, dans son rapport final, a conclu que le vitrifiat produit par cette unité, non dangereux pour l'environnement, pouvait être valorisé sous forme d'élément entrant dans la composition de produits manufacturés en béton à usage de voirie.

Pour mettre en place les conditions de valorisation, le Comité Scientifique a préconisé que la Communauté Urbaine de Bordeaux se réserve l'usage des pavés et dalles de vitrifiat à ses besoins propres afin d'assurer la traçabilité de ces produits. Une démarche pour rechercher un site soumis aux contraintes de circulation automobile, pouvant faire l'objet d'une instrumentation en vue d'un suivi de son comportement environnemental a été initiée. Avec l'accord de M. le Maire de Villenave d'Ornon, il a été décidé de retenir, comme plateforme expérimentale, 4 places de stationnement dans le parc relais voitures légères / bus, situé 62 route de Léognan à Villenave d'Ornon.

Le Conseil de Communauté, lors de sa séance du 11 juillet 2003, a décidé, par délibération n°2003/540, de confier à la Société EUROPLASMA, une double mission pour les études et le suivi de la fabrication de ces produits manufacturés, et lors de sa séance du 21 novembre 2003 au CETE, une mission de suivi sur le comportement environnemental des produits en béton de la plateforme, pour un montant de 22.720 € HT.

Aussi, s'appuyant sur les conclusions du rapport remis par EUROPLASMA dans le cadre de cette mission, un cahier des charges pour la fabrication de 2 lots de pavés en béton contenant, pour l'un, des vitrifiats, et pour l'autre, des granulats naturels, a été mis au point en vue de la consultation d'entreprises fabricantes.

La réalisation de pavés constitués de vitrifiats comprend le transport du vitrifiat depuis l'usine de production ou le dépôt de stockage, jusqu'à l'usine de fabrication des pavés, son stockage sur un site (dans l'usine) particulièrement identifié, son broyage et calibrage granulométrique selon les valeurs conformes aux prescriptions du CERIB lors des expérimentations du Programme VIVALDI, et le retour des vitrifiats excédentaires au centre de stockage provisoire (en cours de conception) de la Communauté Urbaine à Bassens.

Les vitrifiats concassés et calibrés seront utilisés pour la fabrication d'un lot de pavés qui représentera une surface de cinquante mètres carrés, soit 4 places de stationnement. Une même surface de pavés sera fabriquée avec des granulats naturels.

Ces deux lots de pavés seront fabriqués dans le cadre du Plan d'Assurance Qualité de l'entreprise, au regard du décret n°2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets.

Dans ces conditions, et sur la base du dossier de consultation, il vous est proposé de lancer un appel d'offres ouvert pour la fabrication des pavés contenant des vitrifiats et des granulats naturels pour un montant évalué à 7.200 € TTC en dépenses, avec une marge maximale de tolérance de 5 %. Le marché correspondant sera conclu à prix unitaires.

La dépense nécessaire à cette expérimentation sera imputée sur le budget principal de l'exercice 2004, chapitre 011, compte 617, s/fonction 8320, CRB D400.

En application des articles L 21.21-12 et L 21.21-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le dossier de consultation des entreprises est consultable par les élus communautaires à l'Hôtel de la Communauté au service des Marchés Publics – 13^{ème} étage.

En conséquence, et si tel est votre avis, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

- **entériner** le Dossier de Consultation des Entreprises,

- **autoriser** M. le Président à :

- lancer une mise en concurrence dans le cadre d'un appel d'offres ouvert en application notamment des articles 33 alinéa 3, 57 à 59 du Code des Marchés Publics,

- signer le (ou les) marché (s) à intervenir avec le (ou les) prestataire (s) qui aura (ont) émis la proposition économique la plus avantageuse, en réponse à cet appel d'offres,

- procéder en cas d'insuccès de cet appel d'offres, à la recherche de prestataires, soit par voie d'un nouvel appel d'offres sur la base d'un nouveau dossier adapté à la conjoncture économique ou modifié en application de l'article 59, soit par marché négocié conformément aux dispositions de l'article 35.I.1 du dit Code,

- signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à la majorité.

Le groupe des Verts vote contre

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 16 janvier 2004,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

**REÇU EN
PRÉFECTURE LE
17 FÉVRIER 2004**

M. DIDIER CAZABONNE